

29 09 2014, entretien avec 7 membres du South West Bank Committee (dont un du Comité populaire de Al Ma'sara)

Le South West Bank Committee est une instance régionale mise en place à l'initiative de la HFUC pour la Cisjordanie Sud, des instances équivalentes étant projetées pour les régions Centre et Nord. Ses finalités sont de mutualiser les expériences des comités locaux et leurs forces. Nous avons rencontré sept de ses membres (de Al Ma'sara, Beit Ommar, Yatta, Susya, Beit Ula, al Fawar camp) au domicile de l'un d'entre eux. L'un a aussi parlé du comité populaire de son village. Nos interlocuteurs ont essentiellement évoqué des actions de résistance développées par la HFUC (l'action à la mer morte du 30 09, celle ayant conduit à la réouverture d'une route reliant le camp d'Al Fawar à Hébron) ce qui montre l'articulation des deux instances.

La résistance, l'Autorité palestinienne et le mouvement de solidarité

Quand en 2009, le Fatah a fait une conférence générale à Bethléem, Abu Mazen a dit « Nous soutenons la résistance non violente, elle fait partie de notre stratégie ». Il nous a rencontrés pour simplement parler mais il ne fait rien : pas d'argent.

Vous devez savoir que des personnes n'ayant aucune implication réelle dans cette résistance sont considérés comme ses leaders en Europe. Si vous faites des conférences j'espère que vous inviterez les leaders réels qui parleront de ce qui se passe parce qu'ils sont sur le terrain.

Projets prioritaires

« La priorité dans nos projets [en Cisjordanie-Sud] concerne les zones dangereuses, là où il y a le mur et les colons. Nous voulons aider les Palestiniens à rester sur leur terres. Les personnes ont confiance en nous. Elles savent que nous osons aller préparer le sol, planter des arbres pour sauver des terres de la confiscation. Dans ces opérations des internationaux se joignent à nous. Donc nous aidons un fermier et si cela réussit, d'autres font appel à nous et ainsi de suite. Nous menons des actions de résistance coûtant peu : une action récente à l'appel d'un paysan dont les terres étaient menacées a par exemple coûté 500 NIS. Les ministères coopèrent avec nous. Ils savent que nous connaissons le terrain. Ils nous fournissent les arbres que nous plantons. Ils ont coordonné la distribution dans le sud de dizaines de milliers d'arbres. »

Premier besoin du SWBC : des fonds pour les cautions de certains et pour continuer les actions de résistance

« Si nous, les membres des comités, sommes arrêtés, c'est normal, nous refusons de payer les cautions pour être libérés et nous ne faisons pas attention s'ils nous donnent un mois, deux mois, six mois de prison ; maintenant nous avons l'expérience.

D'autres sont plus utiles à l'extérieur de la prison qu'à l'intérieur. Il y a ceux qui travaillent, qui ne doivent pas perdre leur job et qui ne peuvent rester en prison. Quand nous demandons aux gens de venir dans nos manifestations, ils viennent et ne demandent rien. Parfois ils sont arrêtés et notre devoir est de les aider : c'est le principal problème pour nous. Pour tous ceux-là, pour les cautions et les frais de justice, nous avons réellement un problème car cela représente un budget d'environ 20000 € par an alors que nous ne recevons pas d'aide.

Des instances palestiniennes nous ont proposé de l'aide, à condition que nous les suivions, ce que nous refusons. »

L'argent est nécessaire pour continuer. Notre demande de fonds est réelle, pas pour l'argent mais pour continuer nos actions. : Hassan nous montre des factures relatives aux dernières actions.

Mohammad, représentant de la région de Yatta dans le comité précise : Nous sommes une association enregistrée ; nous avons un compte bancaire, nous savons d'où vient l'argent et comment est-il dépensé. Nous sommes soumis à un contrôle fiscal.

Comité populaire de Al Ma'sara

29 09 2014, entretien avec 7 membres du South West Bank Committee (dont un du Comité populaire de Al Ma'sara)

Nous avons commencé en 2006 à Al Ma'sara. Personne ne faisait attention à nous : ni l'Autorité palestinienne ni les Associations.

En 2006, dans les prisons, les prisonniers palestiniens riaient et se moquaient de nous : «Qu'est-ce que c'est que cette forme de résistance ? Les Israéliens ne comprennent que la violence et le pouvoir. » Mais en 2007 et 2008, ils nous respectaient et nous demandaient de leur expliquer notre vision et notre forme de résistance. En 2009 nous étions les leaders dans la prison d'Ofer et ils nous respectent ; et maintenant nous devons de notre côté respecter cette confiance qu'ils ont en nous.

Nous demandons de l'aide pour de petits projets que nous ferons grandir ensuite nous-mêmes. «Ne me donne pas le poisson. Donne-moi ce qu'il faut pour le prendre». Nous savons que nos projets pour être crédibles doivent se situer entre 5000 et 10000€. Nous cherchons à développer des projets qui procurent de l'indépendance à nos femmes. Les hommes sont en prison mais les femmes peuvent subvenir aux besoins de la famille. Les femmes représentent la moitié de nos comités. Nous avons besoin d'un site web, d'un media-center.

Une française a promis le financement d'un projet (8000 €) pour des machines à coudre. Après quatre ans d'étude, toujours rien... Heureusement des amis italiens et allemands nous ont aidés. Je ne sais pas quels sont les mécanismes en France pour prendre les décisions.

Des Européens, Français notamment, sont venus plusieurs fois à Al Ma'sara pour nous voir et comprendre la situation. Ont-ils vu nos associations ? Combien ont vu notre centre de femmes, notre association agricole, notre association culturelle? Le centre de femmes fabrique les repas pour nos écoles et lycées.